

www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

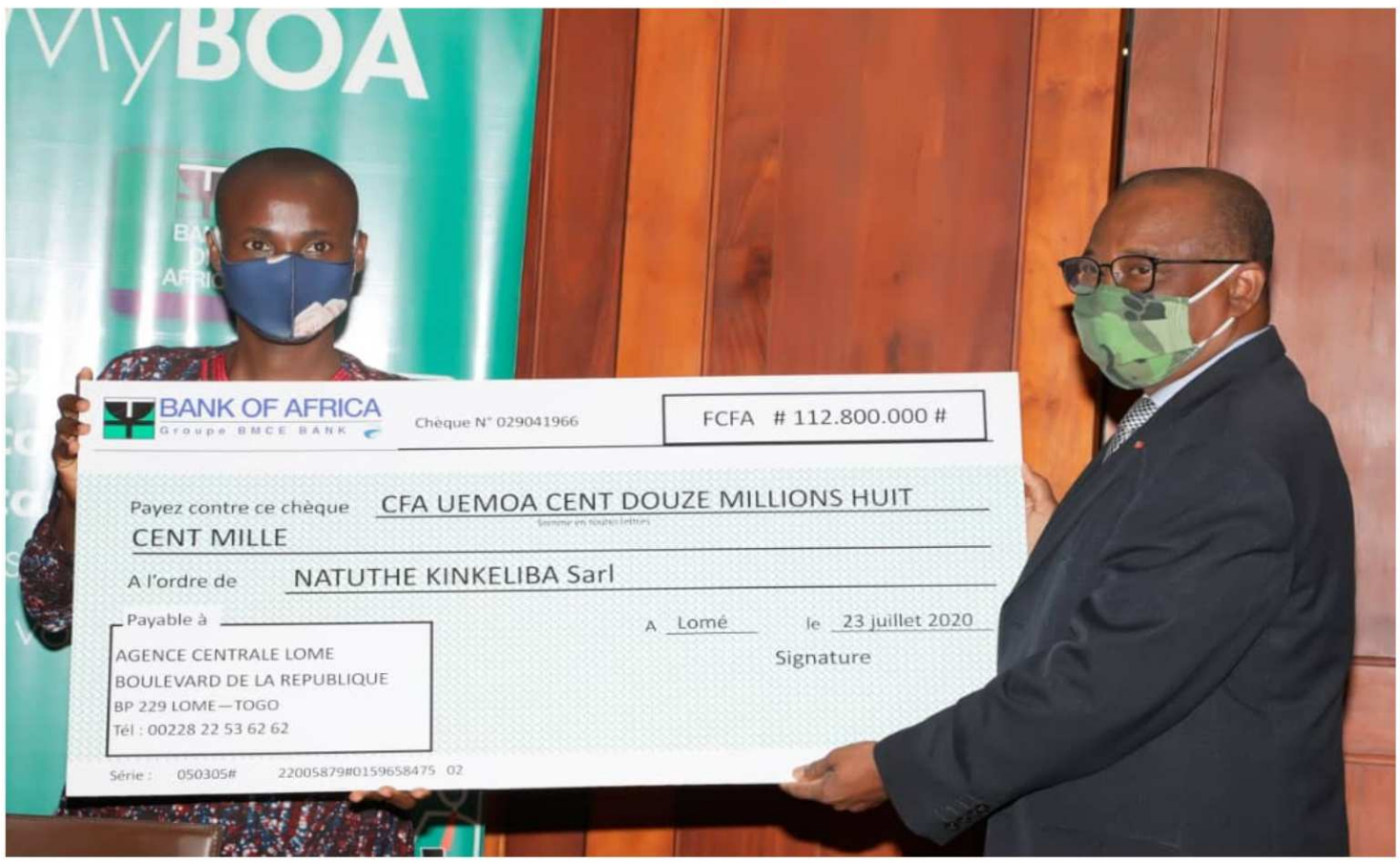
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N°0403 du 28 Juillet au 03 Août 2020- Prix : 250 F CFA

RETOMBÉES DU 1ER FORUM ÉCONOMIQUE TOGO-UE :

Les premiers chèques

P.4





SOCIÉTÉ-COMMANDE DES PRODUITS PÉTROLIERS AU TOGO : P.3

Les responsabilités du Ministère du Commerce



Une vue d'une station d'essence

DU MANDAT SOCIAL DE FAURE GNASSINGBÉ :

Un bilan plus que satisfaisant des Cliniques Mobiles et des infrastructures communautaires P.4



Une clinique mobile

LUTTE CONTRE LA COVID-19 :

La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté s'illustre P.2



Remise symbolique d'un dispositif de lave-mains.

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo du jour

Matin:
Ciel peu nuageux
23 °C
Après-midi:
Ciel peu nuageux
28°C

EDITO

POURQUOI LUI ET PAS MOI ?

L'homme est méchant. Envieux et jaloux à volonté, l'Homme est Tout sauf un ami.

En de très belles et réjouissantes occasions, il est et sera toujours à tes côtés pour profiter de toi et des opportunités. Lorsque survient un moment de flottement, vite il est parti.

Non seulement il te tourne dos mais aussi c'est lui qui t'enfonce. Il devient l'Humain envieux et jaloux pour qui tu n'as jamais été positif. Tel un peintre entouré de ses couleurs vives, il te peint rien qu'en Noir comme pour dire que le NOIR est aussi COULEUR.

L'envie et la jalousie n'ont rien arrangé dans cette vie. L'orgueil non plus. N'oublions pas que " l'orgueil peut tout détruire, même la personne la plus importante dans ta vie ". D'où l'exigence que nous devons apprendre à dire " désolé et faire l'exercice du Pardon ".

Nous devons apprendre à transformer nos faiblesses en forces et nos défauts en qualités. Un exercice quotidien que je nous souhaite tous et toutes.

N'en voulons pas à ceux qui nous lancent des pierres. Mais dans la Foi, ramassons-les pour bâtir notre vie. Et quand ils reviendront un autre jour et verront ce que nous avons fait de leurs pierres, ils comprendront que Toute Chose concourt au bien de ceux qui aiment DIEU.

Crédo TETTEH

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse,Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : ST Louis, Doulassamé-LOME Tél :22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (**90 97 52 56**)

INVITE DE LA SEMAINE : GÉRARD ADODO AKOUMEY

" Malheureusement au Togo nous avons des oppositions.. "

Ancien Secrétaire Général du Parti Les Démocrates, Gérard Adodo Akoumey est aujourd'hui le Président du Mouvement " La Patrie d'abord ".

Nous l'avons rencontré pour en savoir plus sur son mouvement et surtout ses ambitions sociopolitiques.

LECTURE !



Gérard Adodo Akoumey

Des démocrates à la Patrie d'abord, un exercice assez facile ?

Tout à fait, j'excelle toujours dans ce que j'entreprends, ça va de soi, j'ai de très bonnes relations avec la société civile. J'étais citoyen avant de devenir politique, facile de retourner dans la peau de citoyen.

N'est-ce pas une autre façon d'augmenter le nombre d'acteurs des organisations de la société civile ?

Pas du tout, c'est une question de nécessité et d'efficacité ceci pour permettre une vraie expression démocratique, par contre je ne voudrais pas la même chose au niveau des partis politiques car on a besoin de blocs politiques solides et conséquents.

La Patrie d'abord, un besoin, une nécessité ou une contingence ?

Un besoin et une nécessité de l'heure, au moment où les Togolaises et les Togolais se doivent enfin de mettre la Nation au cœur de leurs préoccupations et intérêts pour redonner espoir et la dignité au peuple souverain.

Selon vous, avons-nous une opposition ou des oppositions au Togo ?

Nous devons avoir l'honnêteté intellectuelle de reconnaitre nos tares et prendre la résolution d'y remédier; malheureusement au Togo nous avons des oppositions: celle qui travaille en toute conscience avec vérité, sincérité et une vision pour la nation d'un côté et de l'autre côté celle-là qui cherche juste à paraitre, qui s'accroche à des intérêts malsains.

Votre plus-value à la Patrie d'abord ?

L'énergie nécessaire pour opérer le miracle et concrétiser le rêve des pères fondateurs de notre Nation: faire du Togo l'or de l'humanité.

Besoin de renouvellement de la classe politique en général ?

C'est un impératif avec le concours et le soutien des prédécesseurs et anciens qui ont beaucoup donné dans cette lutte pour la démocratie; il faut du sang neuf pour cette nouvelle génération qui veut des résultats.

De la CDPA au parti Les Démocrates, et aujourd'hui le Mouvement la Patrie d'abord, est-ce un pèlerinage ou un chemin de croix ?

C'est un parcours, C'est de l'expérience accumulée, ma foi, loin d'être un chemin de croix je le prends avec responsabilité tout en étant heureux de toujours apporter ma modeste contribution pour que le Togo soit un pays où règnent la démocratie et la paix.

Propos recueillis par Crédo TETTEH

LUTTE CONTRE LA COVID-19 : La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté s'illustre

Parmi les associations de la société civile qui s'impliquent dans la lutte contre la Covid-19, se retrouve en bonne place la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF/LIFPL Groupe Togo).



Photo de famille lors d'une remise

Cette association dirigée par Madame DJOBO Bassiratou a investi des établissements scolaires mais également des structures sanitaires à travers des séances de sensibilisation et de dons de lave-mains. Une belle manière pour la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF/LIFPL Groupe Togo) de contribuer par des activités de sensibilisation et des actions de riposte contre la pandémie de coronavirus appelée COVID 19 et freiner ainsi la propagation excessive du virus.

En deux mois d'existence légale, cette Ligue se compte parmi les plus dynamiques associations intervenant dans la lutte contre la COVID 19 dans notre pays, le Togo.

Les Responsables de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF/LIFPL Groupe Togo) étaient entre autres au Centre National de Transfusion Sanguine CNTS, à l'Ecole Primaire Publique Doumasséssé 2, à l'Ecole Primaire Publique Agoè centre qui compte quatre groupes entièrement visités par la WILPF/LIFPL sans oublier Anonkui Logopé.

La Rédaction

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM
PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24
Payement par tmoney ou flooz
info@sogesti.net

MARCHESPUBLICESTOGO.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE
PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24
Payement par tmoney ou flooz
info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.
Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA
sage gescom à partir de 600 000FCFA
sage paie rh à partir de 800 000 FCFA
Pour les installations et formations, merci de nous contacter:
NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP
139 RUE VANLARE FACE CSTT
Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24
info@sogesti.net

SOCIÉTÉ / COMMANDE DES PRODUITS PÉTROLIERS AU TOGO :

Les responsabilités du Ministère du Commerce

Depuis quelques semaines, l'affaire " Petrolgate " retient l'attention des populations suite à un article d'investigation de nos confrères du journal L'Alternative. Si le mérite de nos confrères fut d'alerter sur la chaine de commande de produits pétroliers au Togo, il faut également y lire des dénonciations.

Par Crédo TETTEH

A ce niveau, il y a lieu de s'interroger sur les acteurs principaux de cette chaine de commande de produits pétroliers dont le mécanisme et le langage sont complexes et méritent des points d'éclaircissements.

Pour ce premier exercice et eu égard à l'intérêt suscité au sein des populations et leaders d'opinion, et dans le but de permettre une meilleure compréhension de la matière et du rôle des acteurs impliqués, nous avons choisi de situer les responsabilités du ministère du Commerce dans la commande des produits pétroliers au Togo et surtout raffinés.

Des responsabilités du ministère du Commerce

On ne saurait à priori parler de responsabilités du Ministère du Commerce sans pour autant dire qu'il existe au Togo de bases juridiques qui réglementent le secteur des produits pétroliers au Togo. De même le rôle des différents acteurs intervenant dans la chaîne d'importation et de distribution obéit à des règles.

De nos recoupements, le secteur des produits pétroliers est régi par des textes notamment le décret n°2010-146/PR du 26 novembre 2010 relatif au mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe des produits pétroliers ; l'arrêté interministériel n°017/MCPSP/MEF/MME du 10 décembre 2010 relatif à la commission technique de suivi du mécanisme d'ajustement des prix des produits pétroliers au Togo et l'arrêté n°003/MCPSP du 20 janvier 2011 portant mise en place d'un secrétariat de la commission technique de suivi du mécanisme d'ajustement des prix des produits pétroliers au Togo.

Ainsi jetées les bases juridiques organisant le secteur des produits pétroliers, il faut rappeler que des organes administratifs sont chargés de la gestion même dudit secteur à savoir le Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP), la Commission technique et enfin le Secrétariat de la commission technique en ses attributions de cellule administrative et technique du CSFPPP.

Organe de régulation du secteur pétrolier, c'est par l'intermédiaire du CSFPPP que l'Etat lance les appels d'offres. Le CSFPPP suit donc l'exécution des contrats d'appel d'offres et propose les prix



Une station d'essence

applicables à la pompe.

Des autres acteurs de la chaine d'approvisionnement

Outre les trois (3) organes de gestion du secteur des produits pétroliers au Togo, il est important de rappeler que d'autres acteurs interviennent dans la chaine d'approvisionnement à savoir les traders, les dépôts chargés de recevoir les produits importés.

Pour rappel, les traders sont les fournisseurs étrangers des produits pétroliers intervenant sur plusieurs zones réparties en trois (03) : la zone regroupant l'Europe, l'Afrique et le Moyen Orient (siège Londres), la zone Amérique, Caraïbes et Pacifique ouest (siège New York), la zone Asie et le reste du monde (siège Singapour).

Selon nos informations, notre pays le Togo se situe dans la première zone dont le siège est Londres. Pas de possibilités donc d'aller sur les autres marchés qui sont déjà géographiquement éloignés et qui entraîneraient des frets maritimes plus élevés.

Au Togo, les dépôts chargés de recevoir les produits importés sont la Société Togolaise de Stockage de Lomé (STSL) qui bénéficie de l'extraterritorialité et de la Société Togolaise d'Entreposage (STE), entrepôt fictif spécial destiné aux produits pétroliers à mettre à la consommation. Des marketers comme T-Oil, TOTAL Togo, MRS Togo, OVH Energy, CAP Togo, SOMAYAF Togo, SANOL, YATT& Co, TRAVEL Oil, FISOG, SADKO, JNP, BPS, Energium existent également et sont chargés de la distribution des produits pétroliers sur toute l'étendue du territoire national.

Notons tout de même que le décret n°2010-146/PR du 26 novembre 2010 charge le CSFPPP et ses autres organes d'une mission de régulation avec cette précision de la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe des produits pétroliers et non de la commande.

Cette mission était avant assurée à tour de rôle par les marketers jusqu'en 2008, et en l'absence de textes, la commande des produits pétroliers passera après cette année au Comité de suivi des Fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP) à la suite de graves dysfonctionnements entraînant des ruptures sur la chaîne de distribution avec une accumulation des dettes de l'Etat envers les pétroliers, dettes constituées des moins-values, nous renseigne-t-on. Après l'apurement des dettes par l'Etat, le comité se verra confié de fait, en plus de son rôle de régulateur, la commande des produits pétroliers, et ceci, sans décaissement de fonds publics, mais sur la base d'une confiance contractuelle entre les fournisseurs-traders et l'Etat représenté par le CSFPPP.

De la commande des produits pétroliers par le CSFPPP sous la tutelle du ministre du commerce

Il faut rappeler que la mission de la commande des produits pétroliers est assurée de fait par l'organe de régulation qu'est le CSFPPP.

Comme procédure observée, chaque trois (03) mois, une consultation restreinte préparée par le CSFPPP est signée par le ministre à l'attention des traders qui opèrent habituellement dans notre zone. Ainsi donc, le dossier de la consultation restreinte est composé des Termes de Référence ; du modèle de " contrat d'approvisionnement en produits pétroliers " ; des Annexes (les spécifications togolaises des produits pétroliers), du modèle d'engagement de paiement ; du modèle de garantie de performance ; du modèle de notice de défaut ; de l'historique des livraisons de produits pétroliers en Afrique de l'Ouest au cours des trois (03) dernières années ; du modèle de garantie bancaire de soumission ; du modèle d'engagement de soumission.

Après constitution des dossiers suivant l'appel d'offres, le dépôt des offres des soumissionnaires est fait au secrétariat du CSFPPP pour être dépouillées et évaluées par une commission comprenant un représentant du Premier ministre, Président ; deux représentants de la Commission technique et deux représentants du Secrétariat du CSFPPP.

Et comme cela est de règle selon les textes de la commande publique, le soumissionnaire dont l'offre technique est en adéquation avec les Termes de Référence et l'offre financière est aussi la moins-disante est retenu pour livrer les produits au Togo. Ce soumissionnaire retenu se charge de ce fait d'assurer l'approvisionnement du Togo en produits pétroliers pour trois (03) mois sous deux conditions contractuelles. Ces conditions obligent et engagent le soumissionnaire retenu à livrer les produits et les faire stocker à ses frais dans le dépôt de la STSL (lesdits produits restent la propriété du trader puisqu'aucun paiement en sa faveur n'est intervenu) et à respecter les besoins exprimés en produits par les marketers (propriétaires des stations-service) lors des livraisons via la STE contre paiement des sommes dues.

Rien que du raffiné importé au Togo

Selon nos informations, une chose est d'importer du pétrole, une autre est de savoir la nature du pétrole importé.

Au Togo, et depuis belle lurette, il n'est question que d'importations de produits raffinés notamment le super sans plomb, le pétrole lampant, le gasoil et le jet A1.

C'est dire que le Togo n'importe pas du brut. Ainsi donc, il ne faudrait pas confondre l'importation du brut dont fait référence le prix du baril à l'international et l'importation des produits raffinés qui se fait par tonne métrique (TM).

Précisons que les produits pétroliers sont de façon simple un type d'énergie nécessaire pour faire tourner un moteur. Ils sont issus du traitement des hydrocarbures bruts (par raffinage) pour obtenir plusieurs types de ***carburants.***

De la composition du CSFPPP et de la Commission technique

Le CSFPPP est composé du ministre chargé du commerce, Président ; du ministre chargé des finances, Vice-président ; du ministre chargé des mines, membre ; du représentant du Premier ministre, membre.

La commission technique est composée des représentants de l'administration publique (ministère chargé du commerce, ministère chargé des finances et ministère chargé des mines), du secteur privé (le Conseil national du patronat, le Groupement des professionnels de l'industrie du pétrole, le représentant des gérants de stations) ; et de la société civile (les syndicats).

ZOZO

CEDEAO : SAGESSE AFRICAINE



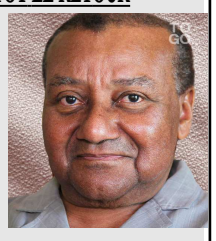
L'importance de la délégation venue jeudi dernier au chevet du Mali montre à elle seule la gravité de la crise qui secoue le pays. Cinq chefs d'Etats de région - Nigeria, Niger, Côte d'Ivoire, Ghana et Sénégal - ont passé quelques heures à Bamako pour tenter de trouver un accord entre le président Ibrahim Boubacar Keita, dit IBK, et les protestataires qui exigent son départ. Les contestations se sont cristallisées au printemps. Depuis le climat s'est alourdi.

Le sujet était à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement de la Cédéao qui s'est achevée samedi.

'Les parlementaires du Togo, souhaitent que le dialogue se poursuive pour que les Maliens se comprennent le plus tôt possible. Si la crise perdure, on risque de s'orienter vers une instabilité dans la sous-région; ce qu'on ne souhaite pas évidemment', a déclaré le député André Johnson et membre du Parlement communautaire. Il se déclare optimiste misant sur la 'sagesse africaine'.

Source :@republicoftogo.com

POLITIQUE : BIENTÔT LE RETOUR



Gilchrist Olympio, le chef de file de l'opposition et président de l'Union des forces de changement (UFC), s'est retrouvé bloqué à Paris depuis plusieurs mois en raison de la fermeture de l'espace aérien togolais. Il devrait revenir à Lomé dès la reprise des vols commerciaux dans quelques semaines si tout va bien.

M. Olympio poursuit à distance la direction du parti. Les outils technologiques permettent d'être en contact avec ses collaborateurs au Togo. Sur le plan pratique, pas de problèmes. Il tarde au chef de l'UFC de retrouver le contact avec son pays et avec sa base.

Source :@republicoftogo.com

POLITIQUE : 'TRISTE RÉALITÉ'

Depuis le début de la crise sanitaire au mois de mars, l'opposition brille par son absence. Un constat dressé par Nathaniel Olympio, le président du Parti des Togolais (PT). 'Politiquement, la pandémie n'est pas un argument ; mais c'est une triste réalité de notre espace politique où après chaque élection il y a un silence jusqu'à la veille d'une nouvelle élection. En 2015 par exemple il n'y a pas eu covid19 ; mais juste après le scrutin, ce fut le silence', a-t-il déploré lundi au micro de la radio privée Nana FM.

Le PT lui même n'a pas été particulièrement actif. 'Les élections ne doivent pas rythmer l'activité politique de l'opposition. Il faut qu'elle fasse preuve initiative', estime M. Olympio.

Source :@republicoftogo.com

Zozo

ECONOMIE : LE HORS-RÉSEAU SE CONNECTE À LA TÉLÉVISION



Bboxx a signé un partenariat avec le groupe CANAL+ pour permettre un accès à la télévision, à l'information et aux divertissements au plus grand nombre de foyers africains.
Cette nouvelle offre inclura un système solaire domestique Bboxx avec une télévision et l'accès à plus de 100 chaines et radios.
Bboxx fabrique, distribue et finance des solutions solaires décentralisées dans les pays en développement.
La société, basée à Londres, est présente au Togo où elle fournit des kits solaires en zone rurale.
Ce partenariat vise les communautés rurales, péri-urbaines et urbaines non ou mal raccordées aux réseaux d'électricité traditionnels
La commercialisation de cette offre couplée commencera au courant de l'automne au Togo.
Bboxx est en partenariat depuis deux ans avec EDF, qui possède 50 % des parts de Bboxx Togo et travaille depuis 2017 avec le gouvernement pour accélérer la stratégie nationale d'électrification dans le cadre du programme baptisé 'Cizo'.
Source :@republicoftogo.com

ECONOMIE : CONSOMMATION D'ÉNERGIE EN FORTE BAISSE



La consommation d'énergie a baissé de façon significative ces trois derniers mois, -8%.
La gratuité de la tranche sociale accordée au début de la crise sanitaire n'est pas l'explication.
Il semble que les consommateurs rationalisent désormais l'utilisation de l'électricité et font la chasse au gaspillage.
Côté entreprise, même tendance. Mais cette baisse de consommation est directement liée à la baisse d'activité observée depuis la-mi mars en raison de la pandémie.
Source :@republicoftogo.com

CEDEAO : ON A BESOIN D'ARGENT !

La situation économique de la Cédéao est préoccupante, a souligné samedi Jean Claude Brou, le président de la commission de l'organisation régionale.
Les prélèvements communautaires sont en forte baisse en raison de la crise sanitaire. Or, ces prélèvement sont indispensables au fonctionnement de la Communauté. 'Le prélèvement communautaire demeure la plus importante source de revenus et de financements des programmes et activités de la Cédéao', a rappelé M. Brou.
Au 30 juin 2020, la Communauté n'a réussi qu'à mobiliser 11, 8 % des recettes.
Source :@republicoftogo.com

RETOMBÉES DU 1ER FORUM ÉCONOMIQUE TOGO-UE :

Les premiers chèques

Annoncée quelques semaines auparavant, la concrétisation des retombées du forum Togo-UE de 2019 s'est faite il y a quelques jours à la Présidence de la République. Les premiers projets banquables qui ont su attirer l'attention des investisseurs viennent de recevoir leur financement. Il s'agit ceux de KOLANI Lifaname, promotrice d'Affrica Yvette, de AKITALI Kodjo promoteur d'Artech Togo et de KOUDOU komi le promoteur de Natuthé qui ont reçu un chèque de 150 millions de FCFA chacun de la Bank of Africa (BOA).

Par Koudjoukabalo

L'institution bancaire est partie à un accord tripartite qui a pour objectifs de sceller la pérennisation du partenariat entre elle, le gouvernement et le patronat. Justifiant son accompagnement de ces entités du secteur privés, Abdallah IKCHED, le directeur général de la BANK OF AFRICA, qui appuie également le Togo au niveau du Mécanisme incitatif pour le financement agricole (MIFA S.A) a fait remarquer que sa structure ne peut pas, ne pas être dans un projet d'envergure nationale qui va dans la même lignée que le PND et qui est encouragé et appuyé par les hautes instances du pays et du gouvernement.

Un comité ad hoc qui est composé des parties prenantes suivantes : de la Présidence de la République (CCA), BOA, Patronat, CCIT, AGET et EUROCHAM se charge de la mise en œuvre de cet accord. Selon les time-sheets signés par tous les membres, 412 millions de FCFA soit 629. 309,54 euros devront être mobilisés pour une première phase.

A la Cellule du Climat des Affaires, on affirme que pour les 140 projets présentés par les Togolais de la diaspora et ceux présents au pays lors du forum, le comité ad-hoc mis en place poursuit l'étude des plans d'affaires afin d'accompagner les promoteurs qui réunissent les critères requis par la banque. " 13 nouveaux projets sont en cours d'études ", indique-t-on.

Un an après l'organisation du 1er Forum Economique Togo-UE (FETUE), 10 projets d'un coût global de 15,6 milliards FCFA, présentés par des entrepreneurs togolais, sont à l'étape de mise en œuvre. D'après le point dressé, 18 projets évalués à plus de 320 milliards FCFA FCFA, soit environ 490 millions d'euros, sont des " projets soit d'extension, ou ayant bouclé une partie des financements ou encore en discussions avancées avec les partenaires étrangers, et donc en attente de financements complémentaires ".

Selon le ministre du commerce Kodjo ADEDZE, les résultats probants engrangés après le forum économique Togo-UE sont dus à la mise en œuvre d'une " stratégie de suivi des projets élaborée au lendemain du Forum, en vue de mettre en œuvre des actions collectives, transversales et intersectorielles en vue de capitaliser les acquis du FETUE et assurer un meilleur suivi des projets aussi bien privés que publics. " Les investisseurs ont confiance en notre pays, le Togo ", a-t-il dit.

Il faut le souligner, depuis quelques années, le Togo a eu recours à l'investissement public pour répondre aux objectifs de modernisation de son économie,



Une vue des officiels

avec un accent sur la réhabilitation des infrastructures. " Cela a produit -dans une mesure appréciable- l'effet escompté, en nous permettant de maintenir un taux de croissance stable.

Désormais, avec le PND, nous voulons faire plus et mieux, en nous tournant vers le secteur privé dont les leviers restent -en définitive- plus efficaces pour soutenir le développement des secteurs porteurs " disait Faure Gnassingbé au lancement du forum en 2019.

Pour impulser ce nouvel élan pour la prospérité économique, le gouvernement a fait le pari de miser sur l'investissement privé -national et international- pour financer les grands projets à fort potentiel de création d'emplois identifiés. Le pays a poursuivi dans cette optique un train soutenu de réformes destinées à renforcer l'attractivité de son économie notamment le vote de la loi portant nouveau code des investissements.

D'autres retombées réelles

Dans la suite logique des promesses de financements fermes de 852 milliards FCFA enregistrées lors du FETUE, plusieurs acquis se sont concrétisés, notamment la signature d'un MOU de 5 milliards FCFA en juillet 2019 entre le fonds d'investissement luxembourgeois Kara Investment Fund et le gouvernement togolais, dans le secteur de l'agro-industrie.

Concrétisant sa volonté de s'implanter au Togo, le groupe Dangoté a de son côté, annoncé d'importants investissements. Avec l'Etat togolais, il a signé une convention pour la construction d'une usine de production d'engrais phosphaté. Valeur de l'investissement projeté : 2 milliards $. Le richissime homme d'affaires nigérian s'est également engagé à installer une usine de fabrication de ciment au Togo, avec un investissement de 60 milliards $.

Dans le cadre de la coopération multilatérale, certains promoteurs de projets ont également été sélectionnés par la BAD pour prendre part au rendez-vous international organisé par ladite institution en Afrique du Sud, ce en vue de leur permettre de vendre leurs projets. Un autre acquis important de l'après FETUE, c'est l'organisation des rencontres entre les institutions financières sous régionales basées au Togo et certains promoteurs de la ***diaspora***.

DU MANDAT SOCIAL DE FAURE GNASSINGBÉ :

Un bilan plus que satisfaisant des Cliniques Mobiles et des infrastructures communautaires

Pendant la campagne électorale pour l'élection présidentielle qu'il a d'ailleurs remportée, Faure Gnassingbé entend poser, au cours de son nouveau mandat placé sous le sceau de la consolidation des acquis, des actes forts allant dans le sens de l'amélioration significative du système de santé.

Ainsi, sur le plan infrastructures socio-sanitaires, le chef de l'Etat s'est engagé à initier des projets de modernisation des Centres hospitaliers régionaux (CHR), de construction de six (06) nouveaux Centres de santé mère-enfant (CSME), de cent (100) Centres médico-sociaux (CMS) et d'un Centre national de lutte contre le cancer (CNLC). Il a indiqué qu'il va poursuivre le programme de dotation des préfectures de Cliniques mobiles qui sont devenues opérationnelles en Octobre 2019 dans les 5 régions du Togo dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) qui vise à améliorer les conditions de vie



Une clinique mobile

des populations avec peu ou pas d'accès aux services sociaux de base. Cela représente une accélération de l'accès des populations à des services de soins de qualité dans l'esprit des objectifs de développement durable, particulièrement ceux vivant à plus de 5 kilomètres d'une formation sanitaire, souvent dans des localités difficilement accessibles, notamment en saison de pluies.

Piloté par le MSPS, le déploiement des cliniques mobiles devrait permettre dès la première année de leur mise en service, à près de 277 000 togolaises et togolais d'être consultés directement dans leur communauté.

La phase pilote avec le PNUD a duré trois mois avec des résultats appréciables et au-delà des attentes. Alors que la cible initiale prévoyait 1 000 patients par district pour 15 districts, le résultat est de 42 889 patients pris en charge au niveau national au nombre desquels : 16 321 femmes soignées et 1 481 femmes enceintes reçue pour les traitements CPN o 6 526 enfants entre 11 et 59 mois soignés o 1 189 nourrissons de moins de 11 mois et nouveau-nés pris en charge L'aboutissement de ce projet est le fruit de la collaboration entre le gouvernement (Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique) et le PNUD dont l'équipe du PUDC représentée en région par cinq (05) médecins Volontaire des Nations Unies travaillant en étroite collaboration avec les directions régionales de la santé.

Au gouvernement, on fait savoir que deux autres vagues de cliniques mobiles sont également prévues, notamment pour répondre à des besoins spécialisés, en soins dentaires et en ophtalmologie.

Le programme des cliniques mobiles s'inscrit dans la vision du gouvernement togolais qui fait de l'accès à la bonne santé et au bien-être pour tous, une priorité dans le développement communautaire. En effet, plus de 2 milliards de CFA ont été investi à travers le

Suite à la page 6

BRAQUAGES-CNDH-ENQUÊTE :

Quelques grandes lignes du rapport de la CNDH

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a publié son rapport dans l'affaire des deux présumés braqueurs Koffi Amouzou alias "Cimetière" et Dékpo Milatawo, qui auraient été abattus par des éléments du Groupement d'Intervention de la Police Nationale (GIPN) le 28 juillet 2019.


Mme Nakpa Polo, présidente de la CNDH

Le dossier avait fait grand bruit, les proches des victimes ayant clamé haut et fort sur tous les toits, qu'elles ont été enlevées à leur domicile et abattues par les éléments du GIPN. Ce qui a poussé la CNDH à s'autosaisir, afin de faire la lumière sur le dossier.

Les investigations menées par le groupe le travail mis en place par la CNDH ont permis de dégager quelques éléments.

Les grandes lignes du rapport

-Sur la descente des hommes dont certains en tenue de "soja" au domicile de "Cimetière" dans l'après-midi du 25 juillet 2019 : le groupe de travail, au regard des nombreux témoignages aussi concordants, les uns que les autres, conclut que le jeudi 25 juillet, dans l'après-midi, des hommes dont certains en tenue de "soja" sont allés chercher "Cimetière" à son domicile.

-Sur l'enlèvement de "Cimetière" et Dékpo dans la nuit du 27 juillet 2019 : Les informations recueillies au cours des investigations sont édifiantes et amènent le groupe de travail à conclure que dans la nuit du samedi 27 juillet 2019, "Cimetière" et Dékpo ont été enlevés à leurs domiciles par des hommes dont certains en tenue de "soja".

-Sur les circonstances de la mort des présumés braqueurs : Au regard des éléments recueillis lors de l'enquête, le groupe de travail n'est pas arrivé à décrire les circonstances exactes dans lesquelles les présumés braqueurs ont trouvé la mort. Toutefois, il est constant que ceux-ci ont été abattus à côté de l'usine Sototoles. Par conséquent, le groupe travail écarte l'hypothèse selon laquelle les présumés braqueurs auraient été tués ailleurs et leurs corps déposés audit lieu.

-Sur la question de savoir si les personnes abattues étaient en opération de braquage : Les éléments recueillis lors des investigations n'établissent pas, même si l'un des présumés braqueurs a plusieurs antécédents judiciaires, que ceux-ci étaient sortis cette nuit pour aller commettre un braquage.

-Sur la responsabilité du GIPN dans la descente au domicile de "Cimetière" le 25 juillet 2019 : Le groupe de travail n'a pu recueillir des éléments probants qui établissent que ce sont des éléments du GIPN qui se sont rendus au domicile de "Cimetière" dans l'après-midi du jeudi 25 juillet 2019. La responsabilité du GIPN, ne saurait être engagée.

-Sur la responsabilité du GIPN dans l'enlèvement des présumés braqueurs le 27 juillet 2019 : L'unité du GIPN qui a participé à l'opération anti-braquage comprend l'équipe opérationnelle composée de 10 agents et le commandement.

Conclusion et recommandations

A la lumière de tout ce qui précède, il est constant que les nommés Koffi Amouzou alias "Cimetière" et Dékpo Milatawo ont été enlevés à leurs domiciles par un groupe d'hommes dont certains en tenue de "soja" dont les identités restent à déterminer, avant qu'ils ne soient mis sur la route de l'équipe de l'opération du GIPN.

La Commission constate que le commandement du GIPN a mis en place l'opération anti-braquage, suite aux renseignements à lui procurés par son informateur.

La Commission estime que l'audition permettra d'identifier les auteurs de l'enlèvement des présumés braqueurs.

La Commission recommande au garde des sceaux, l'ouverture d'une enquête judiciaire pour faire toute la lumière sur les zones d'ombre.

La Commission recommande au ministre de la sécurité et de la protection civile, de garantir la sécurité de tous les parents, témoins et sachant, qui sont intervenus dans le cadre de cette enquête.

Source : @savoirnews.net

KAKO NUBUKPO distingué

Il ne boude pas son plaisir et dédie sa présence dans la liste des 100 personnalités les plus influentes de l'Afrique à la jeunesse du continent. " Je tiens à remercier le magazine jeune_afrique de m'avoir classé parmi les 100 personnalités africaines les plus influentes (53e place). C'est le Togo qui est récompensé, le Togo de l'exigence et du mérite " écrit-il sur son compte twitter. Réagissant à un article d'in site d'information, le doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de Lomé a indiqué qu'il mesure l'honneur qui lui est fait et de die cette récompense a la jeunesse africaine qui se bat au quotidien pour l'émancipation du continent africain.

Par Koudjoukabalo


Kako Nubukpo

Dans le portrait de l'économiste togolais que dresse Jeune Afrique, la presse panafricaine relève que ses prises de position hostiles au franc CFA lui valent autant de partisans que de détracteurs. " Mais que l'on applaudisse son audace ou que l'on vilipende son populisme, une chose est sûre : l'ancien ministre togolais de la Prospective est devenu, en quelques années, un acteur central du débat sur la réforme monétaire en cours en Afrique de l'Ouest. Cela lui a d'ailleurs valu d'être auditionné sur le sujet en septembre 2019 par le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), qui épaule le président Emmanuel Macron, ainsi que par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française à la fin de juin " écrit Jeune Afrique.

Durant l'année 2019 et au premier trimestre 2020, Kako Nubukpo s'est fait le chantre d'un changement de paradigme de la part des Etats africains notamment de la zone Franc pour une croissance plus forte et plus de retombées sur le vécu quotidien des populations. Ces idées, il les a consignées dans son livre intitulé, "l'urgence africaine, changeons le modèle de croissance". Le Doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Lomé a entre autres, évoqué le FCFA son violon d'Ingres qu'il qualifie de monnaie de servitude et l'ECO qui devrait le remplacer.

Pour Kako Nubukpo, le modèle actuel de croissance en Afrique montre une absence de liaison entre un grand secteur primaire et un secteur tertiaire en expansion. Il y a donc un enjeu autour de l'industrialisation de l'Afrique qu'il faut développer car pour le moment, ce secteur ne compte que 20% dans la création de richesse sur le continent. " Nos dirigeants, nos populations, nos enseignants-chercheurs doivent comprendre que l'Afrique doit penser pour l'Afrique. Nous ne pouvons pas nous contenter d'importer des modèles de pensée, de croissance et de développement conçus en d'autres temps et en d'autres lieux. Par exemple, en matière monétaire, je nous appelle tous à sortir de la servitude monétaire et, pour cela, nous devons avoir une réflexion prospective sur les contours du dispositif idéal de gestion monétaire et de change pour l'Afrique de l'Ouest et, au-delà, pour l'ensemble de l'Afrique ", a-t-il dit au magazine Financial Afrik lors d'un colloque dans la capitale sénégalaise.

Il faut rappeler que l'année dernière, Kako Nubukpo a été désigné comme la " personnalité de l'année" au Togo par Togo Top Impact (TTI, une structure nationale qui attribue des distinctions en tous genres.

" C'est une grande fierté pour moi d'avoir été désigné " Personnalité de l'année 2019 au Togo ", la terre de nos aïeux. Il n'y a pas de reconnaissance plus grande que celle de ses compatriotes, car c'est celle de sa maison " mère ", avait-il dit en réponse à cette consécration. Eh bien, celle de l'Afrique toute entière vient de s' y ajouter.

Zozo

DIPLOMATIE : NOUVEAUX HORIZONS



Mgr Brian Udaigwe, Nonce apostolique au Togo et au Bénin depuis 2013 quittera l'Afrique dans quelques semaines pour rejoindre le Sri Lanka (ex-Ceylan), son nouveau poste.

'Je salue le peuple togolais avec qui j'ai travaillé de diverses façons pour le bien de l'Église et de la population. Les togolais sont affectueux, instruits et disciplinés. Je garderai un bon souvenir de vous', a-t-il déclaré.

Mgr Brian Udaigwe a présidé jeudi à la paroisse Cristo Risorto de Hédzranawié (Lomé) la messe pontificale de remise de pallium à Mgr Nicodème Barrigah-Benissan, l'archevêque métropolitain.

Le pallium est le symbole d'une communion entre l'impétrant et le Pape. L'un de ses derniers actes comme représentant du Vatican au Togo.

Source :@republicoftogo.com

DIPLOMATIE : FIN DE MISSION



Le chargé d'Affaires de la délégation de l'Union européenne au Togo, Bruno Hanses, quittera ses fonctions la semaine prochaine.

'C'est un départ plein d'émotion, de souvenirs et surtout de gratitude vis-à-vis du Togo et les magnifiques personnes que j'ai eu l'honneur et le plaisir de rencontrer au cours de ma mission', a-t-il confié. M. Hanses a passé 3 ans au Togo. Son départ ne signifie pas un ralentissement de la coopération; bien au contraire, a-t-il expliqué.

'L'émergence du Togo est un chantier ambitieux avec de nombreux défis à relever. Le Togo pourra toujours compter sur l'Union européenne et la Team Europe'.

Source :@republicoftogo.com

POLITIQUE : EXFILTRATION ET COMMUNICATION



Agbéyomé Kodjo a pris la tangente il y a quelques semaines redoutant d'être éliminé. On ignore où se trouve le chef du MPDD (opposition). Est-il au Togo, à l'étranger ?

Il vient d'envoyer un message audio à ses sympathisants pour les inviter à participer à 'grande marche patriotique pour l'alternance' le 1er août.

Peu probable que ce rassemblement soit autorisé en raison des restrictions sanitaires imposées en raison de la pandémie.

'L'exfiltration était la seule option car pour certains mon élimination physique semblait être l'option retenue', affirme-t-il.

M. Kodjo est poursuivi par la justice a été inculpé et placé sous contrôle judiciaire pour troubles aggravés à l'ordre public, atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat, utilisation illégale des emblèmes de la République.

Faute d'avoir répondu à une convocation du juge dans le cadre de cette instruction, un mandat d'arrêt a été émis récemment.

Agbéyomé Kodjo assure être le vainqueur de l'élection présidentielle du 22 février dernier.

Source :@republicoftogo.com

Zozo

ECONOMIE : LE TOGO VA FAIRE ÉVOLUER SON SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT



Le Togo importe la totalité de ses besoins en pétrole. Cela va du super au diesel en passant par le jet A1 pour les avions.
Deux organes publics sont principalement chargés de la gestion de ce secteur, le Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP) qui regroupe différents ministères et une commission technique qui elle rassemble les représentants des ministères, ceux du secteur privé, en particulier les professionnels de l'industrie du pétrole, et ceux de la société civile.
Le CSFPPP est l'organe de régulation du secteur pétrolier et c'est par son intermédiaire que l'Etat lance les appels d'offres. Il fait appel à des traders qui fournissent le pétrole depuis la zone Europe, Afrique et Moyen-Orient et des marketers qui sont les distributeurs localement (T-Oil, Total ...).
Le dispositif est bien structuré.
Dans ces conditions, comment plusieurs centaines de milliards de Fcfa ont-ils pu s'évaporer dans la nature ? C'est ce qu'affirment certains journaux, amplement relayés par les réseaux sociaux. Des accusations sans véritables preuves matérielles. Une forme d'infox qui pollue la réalité.
Pour les responsables du CSFPPP, il n'y a pas eu d'infraction commise par un représentant de l'autorité publique ou une personne chargée d'une mission de service public.
'Il est difficile de reconnaître, sans preuve suffisante ni investigation, que l'infraction ait été commise avec des sommes qui seraient évaluées à plusieurs milliards de Fcfa', indique-t-on. Mais les autorités jouent la totale transparence dans ce dossier.
Un audit va être réalisé et si des malversations sont avérées, les responsables seront poursuivis. L'occasion pour les autorités de réfléchir au fonctionnement même du système.
Un benchmarking sera lancé pour rechercher les meilleures pratiques en la matière.
L'objectif final est d'assurer la sécurité de l'approvisionnement du Togo en produits pétroliers à des prix accessibles à la population tout en garantissant les intérêts des traders.
Source :@republicoftogo.com

SANTE : LANCEMENT D'UNE START UP HEALTH TECH



'Oshe Clinic' est la première start up health Tech au Togo orientée à 100% sur la santé sexuelle et reproductive.
Les services proposés sont divers et fonctionnent sur la base de forfaits achetés par trimestre incluant des consultations, des analyses biologiques, des thérapies de couple
'Oshe Clinic' met à la disposition de ses clients et patients des médecins spécialisés pour des consultations en ligne ou pour des rendez-vous à domicile.
Source :@republicoftogo.com

SANTE : PAS LE MOMENT DE SE RELÂCHER



Selon le bilan du ministère de la Santé jeudi, 806 personnes ont contracté le virus depuis l'apparition de la pandémie au Togo en février, 16 sont décédées et 578 guéries.
Le pays est entré dans une phase de transmission communautaire limitée. 38.775 tests PCR ont été réalisés depuis 4 mois. La progression du virus se poursuit, mais son rythme reste contenu. Le Togo compte 1,64 cas pour 100.000 habitants ces deux dernières semaines.
Source :@republicoftogo.com

CEDEAO-SOMMET-MALI-CRISE:

L'Afrique de l'Ouest en sommet virtuel pour dénouer la crise au Mali

Les 15 présidents de la Cédéao dont le président togolais Faure Gnassingbé étaient lundi en sommet virtuel extraordinaire, chacun dans leur capitale, pour tenter de résoudre la crise socio-politique qui ébranle le Mali depuis juin, alors que l'opposition menace de reprendre ses manifestations contre le président Ibrahim Boubacar Keïta.


Le Président Faure Gnassingbé parcitipant au sommet virtuel de la CEDEAO

Les chefs d'Etat devaient d'abord entendre le rapport du président en exercice de la Cédéao, le président nigérien Mahamadou Issoufou, sur la mission de médiation qu'il a menée le 23 juillet à Bamako avec ses pairs de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Ghana et du Nigeria, selon une source proche de la Cédéao.

A l'issue d'une journée de discussions dans la capitale malienne, les cinq présidents ouest-africains n'avaient pas réussi à convaincre l'opposition, menée par l'influent iman Mahmoud Dicko, d'approuver son plan de sortie de crise, alors que les voisins et partenaires du Mali craignent que le pays, déjà miné par des violences notamment jihadistes, sombre dans le chaos

"Je pense que la Cédéao prendra des mesures fortes pour accompagner le Mali", avait déclaré jeudi dernier M. Issoufou avant de quitter la capitale malienne.

Le 10 juillet, la troisième grande manifestation contre le pouvoir avait dégénéré en trois jours de troubles meurtriers à Bamako, les pires dans la capitale depuis 2012, qui ont fait 11 morts selon le Premier ministre Boubou Cissé.

Une division de la Mission de l'ONU dans le pays (Minusma) parle de 14 manifestants tués.Le M5 évoque 23 morts.

Quel gouvernement d'union?

La Cédéao a notamment proposé le 19 juillet la formation d'un gouvernement d'union nationale, qui n'a toujours pas vu le jour, et d'une nouvelle Cour constitutionnelle sur une "base consensuelle", chargée de résoudre le litige autour des résultats des législatives de mars-avril, considéré comme le déclencheur de la crise actuelle.

Au climat d'exaspération, nourri depuis des années par l'instabilité sécuritaire dans le centre et le nord du pays, le marasme économique ou une corruption jugée endémique, est venue s'ajouter l'invalidation par la Cour constitutionnelle d'une trentaine de résultats de ces législatives.

Le mouvement de contestation M5-RFP, coalition hétéroclite de religieux, d'opposants politiques et de membres de la société civile, avait annoncé le 21 juillet une "trêve" jusqu'après la grande fête musulmane de l'Aid al-Adha prévue le 31 juillet, afin notamment de laisser la place à la diplomatie.

Mais des jeunes du mouvement, qui sont les fers de lance des mobilisations contre le président Keïta, élu en 2013 puis réélu en 2018 pour cinq ans, ont réitéré dimanche leur appel à sa démission et annoncé la reprise des manifestations après le 3 août.

"Après la trêve, nos actions vont reprendre de façon harmonieuse et sans violence", a dit à l'AFP Abdourahmane Diallo, un responsable des jeunes."Nous avons décidé aussi de reprendre la désobéissance civile le 3 août", a affirmé une autre jeune opposante, Mariama Keïta.

L'imam Dicko, figure centrale de la contestation que certaines sources proches des discussions estimaient prêt à faire preuve de souplesse, a douché les espoirs d'une sortie de crise rapide après avoir rencontré la délégation des cinq chefs d'Etat africains la semaine dernière.

"Rien n'a bougé pour le moment", a-t-il déclaré jeudi, le visage fermé, en sortant de la rencontre."Je préfère mourir en martyr que de mourir en traître. Les jeunes gens qui ont perdu leur vie (lors des manifestations, ndlr) ne l'ont pas perdue pour rien", a-t-il ajouté.

Dernier hommage aux Invalides

Il reste "un groupe encore qui n'a pas donné son adhésion", avait reconnu le chef de la diplomatie du Niger, Kalla Ankourao, qui préside le Conseil des ministres de la Cédéao.

Officiellement, l'organisation régionale, accusée par des opposants d'être un "club de chefs d'Etat", se veut néanmoins optimiste."Nous pensons que d'ici lundi le travail sera totalement achevé", avait dit M. Ankourao.

Pendant que la crise mobilise l'attention à Bamako, les violences se poursuivent en dehors de la capitale.

Le corps du maire d'une commune de la région de Tombouctou, dans le nord, a été retrouvé "criblé de balles" ce weekend, une dizaine de jours après avoir été enlevés par des hommes armés.

Jeudi dernier, un jeune soldat d'origine malgache de la force antipodiste française au Salhel Barkhane a perdu la vie lors que son engin blindé a sauté au contact d'un véhicule suicide chargé d'explosifs, également dans le nord du Mali. Un dernier hommage devait lui être rendu lundi aux Invalides, à Paris, selon l'état-major français.

SOURCE : AFP

DU MANDAT SOCIAL DE FAURE GNASSINGBÉ :

Un bilan plus que satisfaisant des Cliniques Mobiles et des infrastructures communautaires

Suite de la page 4

PUDC dans la réhabilitation, la construction et l'équipement d'unités de soins périphériques, de centres médicosociaux et d'hôpitaux sur toute l'étendue du territoire.

Il en est de même pour les Infrastructures sociocommunautaires construites et lancement des plateformes multifonctionnelles. Les acquis au titre de l'exercice 2019 sont ci-dessous déclinés : Construction et équipement de trois (03) marchés de type préfectoraux dans les préfectures de Blitta (Centrale), Dankpen (Kara) et Est-Mono (Plateaux) finalisé, les ouvrages réceptionnés et opérationnels ; Construction et équipement de trois (03) maisons de la femme dans les préfectures de Sotouboua (Centrale), Kozah (Kara) et Haho (Plateaux) finalisé, les ouvrages réceptionnés et opérationnels ; Construction de vingt-huit (28) infrastructures socio communautaires dans 15 quartiers du Grand Lomé (Maritime), les ouvrages réceptionnés et opérationnels.

Il faut aussi relever : la construction et équipement d'un (01) centre polyvalent de jeunes dans la préfecture de l'Oti (Savanes) , les ouvrages réceptionnés et opérationnels.

Dans le même cadre, 40 Plateformes multifonctionnelles ont été réceptionnées, installées et mise en marche dans 40 villages repartis dans les cinq régions du Togo. Ce qui contribue à favoriser l'accès de la communauté aux infrastructures sociocommunautaires de base, au développement des AGR essentiellement pour les femmes, et partant, à l'amélioration de leurs revenus.

Ainsi, plus de 500 acteurs notamment les femmes bénéficiaires des Plateformes multifonctionnelles, des infrastructures sociocommunautaires de base et des marchés ont bénéficié des formations en matière de transformation agricole et agroalimentaire (fabrication du concentré de tomate, fabrication et emballage de tapioca, gari, coulicouli, huile d'arachide etc.).

La formation a couvert les thématiques sur l'emballage, l'hygiène et la traçabilité et la gestion de la plateforme multifonctionnelle etc. Cette activité contribue essentiellement à (i) promouvoir l'entrepreneriat rural, renforcer la productivité des populations rurales ; (ii) valoriser la production agricole à travers l'accès aux techniques de production et de transformation.

Comme on peut le constater, le mandat social de Faure Gnassingbé est une réalité palpable sur le terrain. Les populations qui en sont les bénéficiaires les apprécient à leur juste valeur.

La Rédaction



TAUX: 0%



* Offre soumise à conditions

Oxy conseil

Pour une belle rentrée
scolaire et un avenir assuré !

DU 1ER JUILLET AU 31 OCTOBRE 2020

Disponible en **24 heures**

La Banque Autrement
https://togo.coris.bank

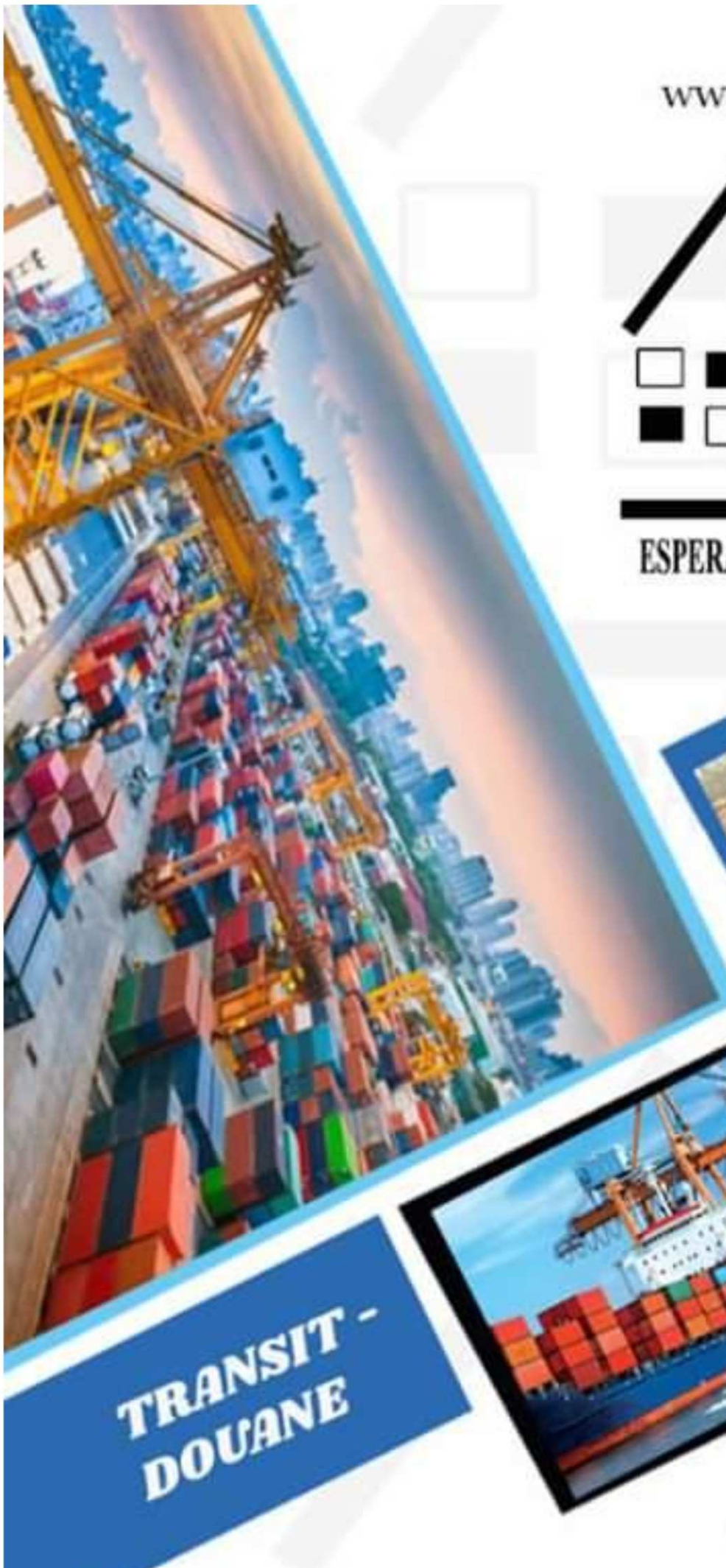
CORIS BANK INTERNATIONAL

annonce

www.eb-togo.com

E.B

ESPERANCE DES BATISSEURS





GENIE - CIVIL

TRANSIT - DOUANE



L'innovation constante et la recherche technologique nous ont permis de développer des compétences diversifiées en

GENIE-CIVIL et TRANSIT-DOUANE

Agoè- 2 lions , à 500 m de l'agence togocel annexe

esperancedesbatisseurs@yahoo.fr

+228 22 25 16 63 / 90 97 58 38

C M J N